



**European Federation of Public Service Unions (EPSU)  
Fédération Syndicale Européenne des Services Publics**

**Communiqué de presse de la FSESP – 30 juin 2014**

**Le Président de l'Eurozone et Ministre des finances Néerlandais Dijsselbloem souffre d'une écrasante défaite dans la saga Grecque.**

(Communiqué de presse de la FSESP - 30 juin 2014) La privatisation des entreprises Grecques de l'eau à Athènes et à Thessalonique a été suspendue. Ce sont les nouvelles rapportées aujourd'hui à l'Assemblée générale de la Compagnie des eaux de Thessalonique (EYATH). Les représentants des travailleurs ont applaudi le rapport selon lequel la privatisation en cours de l'entreprise publique est en conflit direct avec la décision du Conseil d'Etat qui a décrété que la privatisation de la Compagnie des eaux Athénienne, souhaitée par le Gouvernement Grec et accueillie par le Président de l'Eurozone et Ministre des finances Néerlandais Dijsselbloem, était illégale. Les travailleurs, leurs syndicats et une large coalition de mouvements sociaux avaient déjà organisé avec succès un referendum dans lequel 98% des voix de près de 220 000 personnes avaient dit NON à la privatisation, le 18 mai 2014.

Une déclaration de l'agence de privatisation HRADF (ou Taiped) indique que toute décision future de HRADF devra respecter la Constitution Grecque et la volonté du peuple. Suez et Mekorot n'ont pas encore présenté d'offre. C'est un signe de la nature juridique incertaine et de la réticence à s'engager dans une bataille locale prolongée avec les syndicats, les mouvements sociaux et les hommes politiques, qui ont tous soutenu le referendum.

Saluant la nouvelle comme une victoire des travailleurs et de leurs communautés, Jan Willem Goudriaan, Secrétaire Général de la FSESP déclare: « *L'autorité de privatisation Grecque et les entreprises reconnaissent la volonté du peuple de Thessalonique. Maintenant, le Gouvernement devra s'assurer que EYATH est entièrement dans les mains des citoyens et il doit rejeter les idées dépassées comme la privatisation des services publics, concept obsolète, qui ne répond pas aux aspirations de la population et qui ne correspond plus à notre temps* ». Il ajoute: « *C'est également une cuisante défaite pour le Président de l'Eurozone Dijsselbloem, et pour l'ensemble de l'approche de la Troïka consistant à imposer des mesures d'austérités sévères. Il est très clair que l'austérité de la Troïka ne fait rien pour la croissance, les emplois et le développement des économies des pays concernés* ».

« *Même l'actuel PDG de la Compagnie des eaux de Thessalonique admet que « ce va-et-vient avec la privatisation n'a pas fait de bien à la compagnie, se battant pour tailler sa stratégie de développement* », alors c'est maintenant le moment de déclarer l'eau comme un droit humain et commencer à appliquer les demandes de la population au niveau local », a ajouté Jan Willem Goudriaan.

La FSESP, la Fédération syndicale européenne des services publics, a organisé la délégation internationale d'observation qui était présente lors du referendum du 18 mai. La FSESP a fait valoir, aux cotés des syndicats Grecs et des mouvements sociaux et de l'eau, que la privatisation ne résoudrait pas les problèmes de la société Grecque et qu'une autre approche centrée sur la simulation de la croissance et de l'investissement est nécessaire.

Pour plus d'informations : Pablo Sanchez, [psanchez@epsu.org](mailto:psanchez@epsu.org), 0032 (0) 474 62 66 33



**European Federation of Public Service Unions (EPSU)  
Fédération Syndicale Européenne des Services Publics**

*La FSESP est la Fédération syndicale européenne des Services publics, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 265 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site <http://www.epsu.org>*